

**Etats-Unis :** La situation politique américaine au début de l'année 2007, quatre années après que Bush ait donné l'ordre d'envahir l'Irak, arrive à un tournant :

Les élections du « midterm », en novembre 2006, ont constitué une défaite pour Bush et le parti Républicain. Deux questions majeures ont conduit à cette défaite : l'enlisement de l'intervention américaine en Irak et l'aggravation de la situation sociale pour des dizaines de millions d'américains.

La publication, au lendemain de ces élections, du rapport Baker consacré à l'intervention américaine en Irak fut un camouflet supplémentaire pour Bush, dressant le bilan de faillite de cette intervention et proposant une autre politique pour préserver les intérêts vitaux de l'impérialisme américain, au Moyen orient et dans le monde.

Avec la prise de fonction, le 4 janvier 2007, de la nouvelle majorité Démocrate au Congrès, puis le discours du Président sur l'Union le 21 janvier, la question était de savoir dans quelle mesure une cohabitation consensuelle était possible pour les deux années à venir, tant sur les questions de politique intérieure qu'extérieure, entre ce président Républicain et la majorité Démocrate. De part et d'autre, on avait fait assaut de propositions conciliantes.

Mais après avoir hésité quelques semaines, Bush, passant outre ces critiques, a annoncé l'envoi de 20 000 hommes supplémentaires en Irak. Cette annonce a provoqué les protestations des Démocrates désormais majoritaires, mais aussi de nombre de ses partisans à la Chambre des représentants et au Sénat. Outre qu'il lui est politiquement très difficile de passer sous les fourches caudines de ses adversaires, Bush escompte que les Démocrates se contenteront de voter de simples textes de protestations sans prendre de mesures contraignantes; et les discours conciliants des chefs Démocrates l'ont conforté dans cette voie.

Encore faudrait-ils que les travailleurs et la jeunesse des Etats-Unis acceptent que la guerre se poursuive en Irak. Or, le 27 janvier, d'importantes manifestations ont eu lieu dans les grandes villes américaines : plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Washington, mais aussi à Los Angeles, etc...Tout autant que la politique de Bush, c'est celle suivie par les Démocrates qui a été la cible des manifestants, ceux-ci exigeant des Démocrates qu'ils mettent fin au financement de la guerre et qu'ils engagent une procédure d'impeachment pour destituer Bush et le vice-président Dick Cheney : des orateurs se sont élevés contre les membres du Congrès qui « disent s'opposer à la guerre mais continuent à la financer », et affirmaient « Nous pouvons virer Bush ».

Ces manifestants exigeaient que la volonté qui s'était exprimée par la défaite électorale infligée à Bush soit respectée. On voit bien ainsi la difficulté à laquelle sont confrontés la jeunesse et les travailleurs américains : en l'absence de Parti ouvrier aux Etats-Unis, ceux qui voulaient, par leur vote, exprimer leur volonté d'en finir avec la politique des Républicains, ont été conduits à voter pour le Parti Démocrate ; mais celui est, comme le parti Républicain, un parti bourgeois soucieux de préserver les intérêts de l'impérialisme américain. Cette absence de Parti ouvrier aux Etats-Unis constitue un important obstacle aux mobilisations et freine en particulier le combat pour imposer le retrait des troupes d'Irak (et d'Afghanistan).

Mais, même en l'absence de tout parti ouvrier, l'aspiration à en finir avec cette politique demeure et continuera de s'exprimer, de manière de plus en plus puissante et organisée. C'est dans ce processus de mobilisation que pourra et devra se construire un tel parti aux Etats-Unis ; ce qui ne pourra que contribuer à approfondir la crise politique qui se dessine aujourd'hui aux Etats-Unis.

Les notes qui suivent n'aborderont que quelques aspects de la situation politique américaine : le bilan des élections de novembre en relation avec la situation économique et la situation du prolétariat ainsi que le rapport Baker consacré à la guerre en Irak.

# Notes sur les Etats-Unis

## I / Les Elections du 7 novembre 2006

### I - Les Résultats

Ils concernent trois élections d'envergure : le Congrès (Chambre et Sénat) et les Gouverneurs.

Bush l'avoue: c'est une « *une raclée* ». Les Républicains perdent le contrôle des deux chambres du Congrès; il en résulte une double majorité Démocrate pour la première fois depuis 1994.

#### 1. Chambre des Représentants

La totalité des sièges - 445 sièges - devait être renouvelée. L'élection se fait par circonscription de population équivalente en nombre (système analogue à l'élection des députés en France).

Démocrates : Ils progressent dans 353 circonscriptions / Gain de 28 sièges / Perte de 0 sièges

Républicains : Progression dans 82 circonscriptions / Gain de 0 sièges / Perte de 28 sièges

#### 2. Sénat

102 sièges - Elections de 2 sénateurs par Etat, quelle que soit la population de l'Etat - Renouvellement partiel des sièges.

Démocrates : Gain de 7 Etats / Perte de 0 Etats.

Républicains : Gain de 0 Etats / Perte de 7 Etats.

Majorité Démocrate (si on inclut 2 indépendants tendance démocrate).

#### 3. Gouverneurs

1 par Etat / 28 gouverneurs Démocrates contre 22 Républicains (situation inversée).

### Une abstention particulièrement élevée

Peu de chiffres publiés au niveau national. Il y a 83 millions de votants (pour 300 millions d'habitants), contre 125 en 2004 (Election présidentielle). Si la participation est de deux points plus élevée qu'aux élections du « midterm » 2002, elle demeure très basse : 41%.

Quand il n'y a pas couplage avec l'élection présidentielle, la participation est toujours plus faible. Mais l'exemple de l'Etat de Californie est révélateur :

- Votants : seulement 7,8 millions de votants, contre 8,2 millions à la dernière élection de mi-mandat et 12,3 millions à la présidentielle de 2004 (15 millions d'inscrits).
- Républicains : seulement 2,7 millions des voix, le score le plus bas depuis 1994, soit à peine 17% des inscrits.
- Démocrates : 4,6 millions de voix, le score le plus bas depuis 1994, équivalent à celui de 1998. C'est moins de 30% des inscrits.

Les inscrits ne représentent généralement que 70% environ de la population en âge de voter, mais parmi celle-ci figurent de nombreuses personnes qui n'ont pas le droit de voter (suite à des condamnations ou en raison de leur nationalité) → Aucune mesure fiable de l'abstention.

### **En résumé**

Résultats à approfondir, mais :

- Score faible de Bush en pourcentage et très faible en voix. Probablement un des plus mauvais scores depuis 20 ans en voix. C'est une sanction.
- Score également faible pour les Démocrates mais néanmoins suffisant pour prendre le contrôle du Congrès. Aucun engouement ni « raz-de-marée » pour les Démocrates.
- L'absence de parti ouvrier et de perspective ouvrière explique la faible participation.

## **II - Le Parti Démocrate : un autre parti bourgeois**

Le Parti Démocrate, vieux parti bourgeois lié (au 19<sup>e</sup> siècle) aux esclavagistes, n'est en rien un parti ouvrier ni même « ouvrier-bourgeois », et n'est en aucun cas comparable avec les partis sociaux-démocrates européens. Il représente une autre fraction de la bourgeoisie. Depuis la crise des années trente, il a su nouer des liens avec l'appareil des syndicats ouvriers.

Les deux « figures » démocrates les plus en vue sont emblématiques de ce parti :

### **Nancy PELOSI, 66 ans**

Elue de San Francisco (80% des voix). C'est désormais la nouvelle « Speaker » à la Chambre.

- 3<sup>ème</sup> fortune du Congrès (16M\$). Son mari est devenu milliardaire dans l'immobilier.

### **Hillary CLINTON**

Elue au Sénat de New York (67% des voix). Elle s'est prononcée :

- Pour la guerre en Afghanistan et en Irak
- Pour la peine de mort

Coût de sa campagne: 35 M\$ pour le seul siège de New-York (cf. Chirac: 18M€ en 2002).

Carrière :

- Avocate à Wal Mart (et siège au Conseil d'Administration).
- Wal Mart, le « Carrefour » américain, est connu :
  - o Pour employer massivement des clandestins (pour leur vulnérabilité).
  - o Pour ne payer aucune couverture sociale à ses employés
  - o Pour sa répression syndicale : lorsque des salariés ont monté une section syndicale dans un magasin du Québec, le groupe a fermé purement et simplement le magasin.
- 2006 : Hillary Clinton refuse un chèque de 5000\$ de Wal-Mart... pour faire « gauche ».

### **Le programme du Parti Démocrate**

Le programme de la campagne électorale : le programme dit « des 100 heures » (qui doit être mis en place à partir de la nouvelle législature début janvier 2007). Il prévoit :

- Application des recommandations du rapport de la commission du 11 septembre
- Relèvement du salaire minimum de 5,15 \$ à 7,25 \$, soit de 4,30 € à 6 € de l'heure.
- Négociation avec les firmes pharmaceutiques pour baisser le prix des médicaments pour la Sécurité Sociale (celle-ci couvrant très modestement les besoins).
- Diviser par 2 les taux d'intérêts pour les prêts aux étudiants (les taux d'intérêts ayant doublé en quelques années).
- Supprimer les abattements fiscaux pour les firmes pétrolières.

Ces mesures sont partiellement en lien avec les préoccupations du prolétariat américain (les bas salaires, la forte hausse des taux d'intérêt et des coûts des couvertures santé rognant sur le pouvoir d'achat). Mais le programme démocrate n'y répond que très très partiellement (ces mesures sont électoralistes mais elles visent aussi à entretenir la « machine économique » qui menace de ralentir avec la hausse des taux d'intérêts).

### **Le Parti Démocrate sur l'Irak**

La plupart des députés démocrates avaient voté pour la guerre (en Afghanistan comme en Irak), pour les crédits de guerre, pour le Patriot Act (suppression des libertés individuelles). Nombreuses critiques depuis mais aucune proposition claire des Démocrates sur l'Irak.

### **III - Economie: embellie provisoire, et menace de crise**

Une croissance relativement élevée se maintient jusqu'ici aux USA. Mais à un prix très fort :

- Déficit élevé des comptes publics.
- Endettement « jamais vu » des particuliers : 120% du revenu annuel des ménages.
- Déficit commercial abyssal, « jamais vu » : 700 Mds \$ attendus cette années. Les USA importent 50% de plus que ce qu'ils exportent.

L'impérialisme US, cœur du capitalisme mondial, en concentre toutes les contradictions.

Face à la crise ouverte en 2001-2002, l'impérialisme US a pratiqué la fuite en avant : baisse brutale des taux d'intérêts (quasi nuls) et relance de la consommation de la petite et moyenne bourgeoisie, par des crédits d'impôts et des prêts massifs à la consommation. A cela s'ajoute la relance des dépenses d'armement.

La « planche à billets » permet alors de faire face à l'extraordinaire déficit des balances commerciales et des paiements, et au déficit du budget. Ceci ne peut fonctionner que si les souscripteurs de bons du trésor -nationaux ou étrangers - continuent à accepter de souscrire à des taux d'intérêt très bas, et si les banques centrales (Japon, Chine, etc) acceptent d'accroître sans cesse leurs stocks de dollars.

Ceci n'a qu'un temps. Ce temps semble épuisé.

En 2005 et 2006, la banque centrale américaine a donc dû, le plus lentement possible, remonter ses taux d'intérêts; au risque de casser la « reprise » de 2004-2006... Depuis l'été dernier, elle a cessé les hausses des taux, hésite...La croissance va-t-elle se maintenir ? Le dollar menace-t-il de s'effondrer?... Pour la banque fédérale américaine, le dilemme est simple : maintenir la croissance implique de ne pas augmenter les taux, voire de les baisser, au risque d'un effondrement du dollar ; mais faire face aux menaces sur le dollar par des taux d'intérêts élevés peut provoquer un krach immobilier, bancaire, économique...

- En mars 2006, la FED, la banque centrale, a supprimé la publication de l'indice M3, qui est « le meilleur indicateur du nombre de \$ en circulation dans le monde ». Face à la fièvre, l'impérialisme US casse un nouveau « thermomètre ».
- Depuis Mai 2006, le dollar a encore perdu 10 centimes faces à l'Euro, de 1,19 € à 1,29 € en novembre.
- Face au risque de krach sur le dollar, les détenteurs de \$ (Chine, Emirats et Arabie Saoudite notamment) ne cessent de s'interroger sur une possible diversification de leurs devises...

La crainte d'un retournement du marché immobilier américain effraie la bourgeoisie. La bulle immobilière est connue de longue date. Or les particuliers sont endettés généralement à taux variable, et à 120% de leur revenu annuel disponible.

Ce sont ces menaces qui nourrissent, au sein de la bourgeoisie américaine, les désaccords croissants sur la politique en Irak, au proche et au Moyen-Orient.

#### **Question centrale : l'Irak et la Palestine**

L'impérialisme US étant fragilisé sur le plan monétaire et financier ne peut laisser la situation continuer à pourrir en Irak. Pour Bush, l'enjeu, en engageant la guerre en Irak, était de d'affermir l'ordre impérialiste au Proche et au Moyen-Orient, sous son contrôle (le Grand Moyen Orient) en en finissant avec toute résistance des masses (en particulier en Palestine). Ce plan est aujourd'hui dans l'impasse.

Quelle issue peut être trouvée en Irak par l'impérialisme US ? Cette question a été au cœur de la campagne électorale, et divise Démocrates et Républicains. C'est la fraction qui considère pouvoir régler tous les problèmes politiques et économiques par la guerre qui a été battue aux élections, et Donald RUMSFELD a dû démissionner. Mais son remplaçant est Robert GATES, ancien dirigeant de la CIA, avec notamment à son actif :

- Le soutien aux Talibans/Ben Laden en Afghanistan.
- Le soutien aux contras contre les sandinistes en Nicaragua (et Irangate).

Plus encore : ce que redoute la bourgeoisie américaine, ce sont de nouveaux développements de la lutte des classes aux Etats-Unis. Bush avait réalisé l' »Union nationale « derrière lui contre le « terrorisme » durant son premier mandat. Mais depuis, avec le développement des mobilisations contre la guerre en Irak, cette guerre peut devenir un facteur d'exacerbation de la lutte des classes.

## **IV - La situation du prolétariat américain**

### **Une paupérisation continue**

Entre 2000 et 2004 :

- 46 M d'américains sans aucune couverture Santé (40 M en 2000).
- Revenu médian : baisse de 46.000 \$ à 44.500 \$.
- Impact du prix du pétrole, de la hausse des taux d'intérêt, du prix des logements.

Durant ces quelques années, le chômage a diminué, mais les « petits boulots », les emplois mal payés, ont augmenté.

### **Question centrale : l'absence de parti ouvrier aux Etats-Unis.**

Seule organisation ouvrière majeure : la fédération syndicale AFL-CIO. En 2005, elle regroupait 13 millions de syndiqués, avec le poids déterminant de fédérations comme :

- Les Teamsters (routiers)
- L'UAW (automobile)
- Le Transport aériens.

Or ces deux derniers secteurs sont en crise économique aujourd'hui.

En juillet 2005, il y a scission de l'AFL-CIO avec le départ de plusieurs fédérations.

Le soutien de l'AFL-CIO au Parti Démocrate (parti bourgeois), avec 150 M\$ dépensés pour la campagne de KERRY en 2004 (l'adversaire Démocrate de Bush), est une question centrale qui entrave toute activité politique du prolétariat : comment se battre contre la bourgeoisie la plus puissante du monde quand son organisation syndicale finance l'un des grands partis bourgeois ?

### **L'AFL-CIO et l'élection de 2006**

Nouveau financement de l'AFL-CIO aux Démocrates : 40 M\$.

Le but est la mise en œuvre de mesures protectionnistes des industries américaines, relayées en parti par certains sénateurs Démocrates (C. SCHUMER veut instaurer 27% de droits de douane sur les produits chinois). Mais une partie de la bourgeoisie américaine, les banques exportatrices de capitaux et les trusts fortement implantés à l'étranger (en Chine, par exemple...) sont plutôt hostiles aux mesures protectionnistes.

**Cette question syndicale ainsi que celle de l'absence de parti ouvrier est étroitement liée à l'absence de tout parti révolutionnaire aux Etats-Unis.**

**Mobilisations** : en dépit de tous ces obstacles, la lutte des classes se poursuit aux Etats-Unis : grèves économiques (à Boeing...), manifestations contre les projets visant les travailleurs immigrés (500.000 manifestants « latinos » à Los Angeles le 25 mars 2006, autres manifestations en avril et le premier mai 2006), sans parler des fortes mobilisations contre la guerre en Irak. Celles-ci peuvent à l'avenir jouer un rôle de cristallisation des combats contre la bourgeoisie.

### **Irak**

La politique étrangère est d'abord du ressort de la Maison Blanche.

Mais c'est le Congrès qui vote les crédits de guerre. Ceci va faire l'objet de tractations conflictuelles entre Bush et la majorité Démocrate. (cf. ci- après)

## II / Le rapport de la commission Baker-Hamilton

Ce rapport était prêt avant les élections, rédigé par une commission bipartite de dix membres, et adopté à l'unanimité. C'est le gouvernement de Bush qui a demandé que la publication en soit reportée ; ce sera chose faite le 6 décembre: c'est un désaveu complet de la stratégie suivie par Bush en Irak.

C'est d'abord un bilan très pessimiste de la situation en Irak ; les extraits ci-après l'indiquent (soulignés ou mis en gras par nous) :

« **Il n'existe aucune formule magique** pour résoudre les problèmes de l'Irak,

Nos dirigeants doivent adopter une approche bipartisane susceptible de mettre fin de manière raisonnable à ce qui est devenu une guerre longue et coûteuse.

Personne ne peut garantir à l'heure actuelle qu'une quelconque série de mesures enrayera les affrontements confessionnels, la violence croissante ou un glissement dans le chaos

**Les Etats-Unis, qui entretiennent des relations et ont des intérêts à long terme au Moyen-Orient, ne doivent pas s'en désengager.** ... Nous pensons qu'il est encore possible de mener des politiques différentes

Mais la politique étrangère des Etats-Unis - comme toute batterie de mesures éventuellement prises en Irak - sera vouée à l'échec si elle n'est pas soutenue par un large et durable consensus.

La situation en Irak est grave et va en se détériorant. Aucune voie ne peut garantir la réussite, mais les perspectives peuvent être améliorées.

Les défis irakiens sont complexes. La violence augmente tant en fréquence qu'en létalité. Elle est alimentée par l'insurrection sunnite, les milices et escadrons de la mort chiïtes, Al-Qaida et une criminalité galopante. Les conflits confessionnels constituent le principal obstacle à la stabilisation.

Même si le peuple irakien dispose d'un gouvernement démocratiquement élu, celui-ci ne progresse pas de façon satisfaisante vers la réconciliation nationale, ne parvient pas à assurer un minimum de sécurité ni à fournir les services essentiels. Le pessimisme est généralisé. Si la situation continue de se détériorer, les conséquences pourraient être graves. Un glissement vers le chaos pourrait entraîner l'effondrement du gouvernement et déclencher une catastrophe humanitaire. Les pays voisins pourraient intervenir. Les affrontements entre sunnites et chiïtes pourraient se généraliser. Al-Qaida pourrait remporter une victoire de propagande et élargir sa base d'opérations. La position globale des Etats-Unis serait susceptible d'en souffrir. »

**Le rapport fixe ainsi les enjeux pour l'impérialisme américain : dans une situation difficile, les Etats-Unis ne doivent pas se désengager mais doivent définir une autre méthode pour faire prévaloir leurs intérêts. Ils doivent négocier en jouant sur les intérêts bien compris des voisins de l'Irak. Les extraits ci après le montrent :**

"Sur le long terme, aucun des pays de la région ne bénéficierait d'un Irak plongé dans le chaos. Pourtant, les voisins de l'Irak n'agissent pas suffisamment pour aider l'Irak à parvenir à la stabilité. Certains agissent même dans le sens de sa déstabilisation. Les Etats-Unis devraient lancer

immédiatement une nouvelle offensive diplomatique visant à construire un consensus international pour la stabilité de l'Irak et de la région.

Vu la capacité de la Syrie et de l'Iran à peser sur le cours des événements à l'intérieur de l'Irak, et leur intérêt à ne pas voir le chaos s'y installer, les Etats-Unis devraient tenter d'engager un dialogue constructif avec ces deux pays. L'Iran devrait stopper le flot d'armes à destination de l'Irak et fermer les camps où s'entraînent les Irakiens, respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak et user de son influence sur les groupes chiïtes irakiens afin d'encourager la réconciliation nationale. La Syrie devrait contrôler sa frontière avec l'Irak afin d'interrompre le passage de fonds, d'insurgés et de terroristes à destination ou en provenance d'Irak.

**Les Etats-Unis ne pourront atteindre leurs objectifs au Moyen-Orient s'ils ne traitent pas le problème du conflit israélo-palestinien et celui de l'instabilité régionale.** Les Etats-Unis doivent s'engager à nouveau et de manière ferme dans la voie d'une paix entre Arabes et Israéliens sur tous les fronts : Liban, Syrie, et, en ce qui concerne Israël et la Palestine, respecter l'engagement pris en juin 2002 par le président Bush en faveur de la solution des deux Etats. Cet engagement doit inclure des pourparlers directs avec, par et entre Israël, le Liban, les Palestiniens - ceux qui reconnaissent à Israël le droit d'exister - et la Syrie.

Le gouvernement irakien devrait accélérer sa prise en main de la sécurité du pays en augmentant le nombre et la qualité des brigades de l'armée irakienne. Pendant le déroulement de ce processus, et afin de le faciliter, les Etats-Unis devraient augmenter de façon significative le nombre de personnels militaires, y compris des troupes de combat, intégrés dans et appuyant les unités de l'armée irakienne. Au fur et à mesure que ce processus se déroulera, les forces de combat américaines pourront commencer à se retirer d'Irak.

Les Etats-Unis doivent toutefois bien faire comprendre au gouvernement irakien qu'ils pourraient mener à terme leurs projets, y compris leurs plans de redéploiement, même si le gouvernement irakien ne procédait pas aux changements auxquels il s'est engagé.

Le succès n'est aucunement garanti en Irak.

La plupart des attaques anti-américaines sont toujours le fait des insurgés sunnites. Al-Qaïda n'est responsable que d'une petite partie de la violence en Irak, mais elle a signé quelques-unes des actions les plus spectaculaires. C'est la violence confessionnelle qui cause le plus de victimes civiles. Les milices chiïtes impliquées dans la violence confessionnelle constituent une menace substantielle à la stabilité immédiate et à long terme.

## 2. Politique

Le premier ministre Al-Maliki avait esquissé un louable programme de réconciliation nationale. Cependant, le gouvernement irakien n'a pris aucune mesure concernant les éléments-clés de la réconciliation nationale. **La situation sécuritaire ne pourra s'améliorer tant que les responsables n'agiront pas dans le sens de la réconciliation nationale.** Les responsables chiïtes doivent prendre la décision de dissoudre les milices. Les sunnites doivent décider de poursuivre leurs objectifs dans le cadre d'un processus politique pacifique, et non par la violence.

L'Iran semble satisfait de voir les Etats-Unis embourbés en Irak, une position qui limite les options américaines à l'égard du programme nucléaire iranien et permet à l'Iran de peser sur la stabilité de l'Irak. Les pourparlers envisagés entre les Etats-Unis et l'Iran sur la situation en Irak n'ont pas eu lieu. Un officiel irakien nous a dit : *"L'Iran négocie avec les Etats-Unis dans les rues de Bagdad."*

Tout comme l'Iran, la Syrie se réjouit de voir les Américains englués en Irak. Cela dit, les Syriens ont indiqué qu'ils souhaitaient un dialogue avec les Etats-Unis, et ont accepté en novembre de rétablir des relations diplomatiques avec l'Irak après une rupture de vingt-quatre années.

En dehors du Royaume-Uni et de nos autres partenaires dans la coalition, la communauté internationale n'a joué qu'un rôle limité en Irak

**Si la situation continue de se détériorer, les conséquences pourraient être graves pour l'Irak, pour les Etats-Unis, pour la région et pour le monde.** (surligné par nous)

(...) D'autres pays de la région redoutent que la violence puisse pénétrer chez eux. Un Irak plongé dans le chaos pourrait conduire ces pays à intervenir afin de protéger leurs propres intérêts...

**L'Irak constitue un test pour les capacités militaires, diplomatiques et financières des Etats-Unis et pèse lourdement sur elles. La prolongation des problèmes en Irak pourrait conduire à une polarisation accrue aux Etats-Unis mêmes.** 66 % des Américains désapprouvent la façon dont le gouvernement conduit la guerre, et plus de 60 % ont l'impression qu'il n'existe aucun plan clair pour progresser. Les élections de novembre ont été largement considérées comme un référendum sur les progrès réalisés en Irak.

L'Irak est une épreuve et un fardeau pour les capacités militaires, diplomatiques et financières des Etats-Unis. **Si l'Amérique devait donner l'impression d'avoir échoué là-bas, c'est toute sa crédibilité et son influence qui s'en trouveraient affectées, au cœur du monde musulman, dans une région essentielle à l'approvisionnement énergétique mondial. Cela entamerait de surcroît l'influence des Etats-Unis dans le monde.**

Si les Irakiens continuent à considérer les Américains comme une force d'occupation, les Etats-Unis pourraient bien devenir la pire menace pour eux-mêmes sur ce territoire qu'ils ont pourtant libéré de la tyrannie.

## **LES DIFFÉRENTES OPTIONS**

**1. RETRAIT PRÉCIPITÉ** : Nous estimons qu'il serait une erreur. ...

**2. MAINTIEN DE LA POLITIQUE ACTUELLE** : ne ferait que remettre à plus tard l'heure du bilan, qui n'en serait alors que plus lourd.

**3. AUGMENTATION DES EFFECTIFS MILITAIRES** : ne peut rien contre la cause essentielle des violences en Irak, l'absence de réconciliation nationale.

**4. TRANSFERT DU POUVOIR À TROIS RÉGIONS** semi-autonomes sous la houlette d'un pouvoir central faible présente des risques trop importants.

## **LA MARCHE À SUIVRE : UNE APPROCHE NOUVELLE**

### **A. CONSTRUIRE UN CONSENSUS INTERNATIONAL**

Recommandation n° 1 : une nouvelle offensive diplomatique globale, avant le 31 décembre 2006.

Recommandation n° 2 : en ce qui concerne les acteurs régionaux, cette offensive diplomatique doit se fixer les objectifs suivants : soutien à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Irak ; cessation des interventions et actions de déstabilisation ; sécurisation des frontières irakiennes.

Recommandation n°4 : un groupe d'aide internationale à l'Irak doit être formé immédiatement après le lancement de la nouvelle offensive diplomatique.

Recommandation n°5 : ce groupe d'aide doit intégrer tous les pays limitrophes, les grands acteurs de la région, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, l'Union européenne et, bien sûr, l'Irak. Les autres pays (par exemple l'Allemagne, le Japon et la Corée du Sud) souhaitant participer sont également les bienvenus.

Recommandation n°9 : les Etats-Unis doivent entrer en contact direct avec l'Iran et la Syrie afin de faire en sorte qu'ils s'engagent à pratiquer une politique constructive en Irak et sur d'autres enjeux régionaux. Dans cette ouverture du dialogue avec la Syrie et l'Iran, les Etats-Unis doivent prendre en compte les facteurs aussi bien incitatifs que dissuasifs afin d'aboutir à des résultats constructifs.

Recommandation n°13 : les Etats-Unis doivent renouveler et maintenir leur engagement envers une paix globale entre Arabes et Israéliens, et ce sur tous les fronts : d'une part pour le Liban et la Syrie, d'autre part pour Israël et la Palestine dans la ligne de l'engagement pris par le président Bush en juin 2002 en faveur d'une solution à deux Etats.

Recommandation n°14 : ces efforts doivent passer (le plus tôt possible) par la convocation et la tenue inconditionnelle de rencontres, sous l'égide des Etats-Unis ou du Quartet (Etats-Unis, Russie, Union européenne et Nations unies), d'une part entre Israël, le Liban et la Syrie, et d'autre part entre Israël et les Palestiniens qui reconnaissent le droit à l'existence de l'Etat hébreu. Ces rencontres auraient pour but de négocier des accords de paix comme à la conférence de Madrid en 1991, et ce en deux volets distincts - l'un libano-syrien, l'autre palestinien.

Recommandation n°16 : dans le cadre d'un accord de paix global et solide, les Israéliens doivent restituer le plateau du Golan.

Recommandation n°17 : en ce qui concerne le volet palestinien, parmi les conditions d'une paix négociée figurent : le respect des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU et du principe "terres contre paix", bases incontournables de la paix ; des négociations durables qui régleraient les grandes questions juridiques relatives aux frontières, aux colonies de peuplement, à Jérusalem et au droit au retour et la fin du conflit.

Recommandation n°18 : il est essentiel que les Etats-Unis fournissent à l'Afghanistan une aide politique, économique et militaire accrue, en y affectant notamment les moyens libérés dès lors que des forces militaires quitteront l'Irak.

## **B. AIDER LES IRAKIENS À SE PASSER DES AMÉRICAIN**

Recommandation n°22 : le président doit déclarer que les Etats-Unis ne cherchent pas à établir des bases militaires permanentes en Irak, ni à prendre le contrôle du pétrole irakien (Recom. n°23).

Calendrier proposé par le premier ministre irakien Nouri Al-Maliki : d'ici à juin 2007, tenue d'élections provinciales ; d'ici à avril 2007, les Irakiens reprennent le contrôle de l'armée ; d'ici à septembre 2007, les Irakiens reprennent le contrôle des provinces.

Recommandation n°27 : **la réconciliation politique passe par la réinsertion des baasistes** et des nationalistes arabes dans la vie de la nation, hormis les grandes figures du régime de Saddam Hussein, qu'il faut exclure.

Recommandation n° 28 : partage des revenus pétroliers (qui) doivent revenir au gouvernement central et être répartis sur des bases démographiques. Aucune formule confiant aux régions la gestion des revenus des futurs gisements ou le contrôle des gisements n'est compatible avec la réconciliation nationale.

Recommandation n° 30 : Kirkouk. L'extrême dangerosité de la situation à Kirkouk nécessite un arbitrage international pour prévenir les violences communautaires.

Recommandation n° 35 : les Etats-Unis doivent œuvrer activement à l'implication de toutes les parties prenantes en Irak à l'exception d'Al-Qaida. Ils doivent trouver un moyen d'ouvrir le dialogue avec le grand ayatollah Sistani, Moqtada Al-Sadr et les chefs des milices et des insurgés.

Recommandation n° 41 : les Etats-Unis doivent faire clairement comprendre au gouvernement irakien qu'ils mèneront à bien leurs projets, y compris les redéploiements prévus, que l'Irak ait ou non accompli les changements prévus. Il n'est pas question que les autres besoins de l'Amérique en termes de sécurité et le futur de notre armée soient les otages de l'action ou de l'immobilisme du gouvernement irakien.

Recommandation n° 50 : l'ensemble de la police nationale irakienne doit passer sous la tutelle du ministère de la défense, de même que la police irakienne des frontières (Recommandation n° 51)

Recommandation n° 57 : sur le modèle de l'intégration des formateurs militaires américains au sein d'unités de l'armée irakienne, l'intégration des formateurs américains de police doit être étendue »

**(D'après la traduction de Gilles Berton et Julie Marcot, parue dans Le Monde du 08.12.06)**

La publication de ce rapport a constitué un choc aux Etats-Unis, et une gifle pour Bush. Celui-ci a d'abord fait patte de velours, « écouté », consulté et reporté toute décision à janvier. Mais mettre en œuvre les conclusions de ce rapport, c'était politiquement se suicider, avouer sa propre faillite.

En janvier, Bush a donc annoncé l'envoi de 20 000 soldats supplémentaires : tollé aux USA, y compris chez les élus républicains, annonce de manifestations...

Reste à analyser de manière précise ce qui fonde la politique de Bush, ce qui peut se passer avec l'Iran, jusqu'où peut aller Bush, ce qui va se développer au sein du Parti démocrate. Ces développements sont eux-mêmes liés aux réactions et aux combats de la population américaine, en particulier dans la jeunesse et la population laborieuse. Ceci impliquera de revenir sur la place réelle des Etats-Unis, impérialisme aujourd'hui dominant dans le monde mais non hégémonique, c'est-à-dire sur la situation internationale et le « moment » de l'Histoire dans laquelle nous sommes aujourd'hui engagés. Ceci impliquera de revenir également sur les caractéristiques du mouvement ouvrier américain, et de son histoire.

Mais, en France, la jeunesse et le mouvement ouvrier ne peuvent se contenter d'être simples « spectateurs » et « analystes » de la situation américaine ; ils doivent manifester concrètement leur solidarité avec le combat de la jeunesse et de la population laborieuse des Etats-Unis. De quelle manière ? Certes, en ce qui concerne l'Irak, le gouvernement Chirac - prenant en compte les intérêts de l'impérialisme français - a choisi de ne pas envoyer de troupes en Irak ; Mais il y a des troupes françaises en Afghanistan, aux côtés des troupes américaines : Retrait des troupes françaises d'Afghanistan !

(De même, comme aux Etats-Unis, convient-il de combattre sur les mots d'ordre suivants: A bas toutes les lois qui organisent la chasse aux travailleurs et aux jeunes sans papiers ! A bas tous les accords qui imposent aux pays « dominés » de traiter ceux qui veulent quitter leur pays comme des délinquants.)